

CARE Crises oubliées



10 crises
humanitaires
qui ne font pas
la Une des médias

10 ans
de crises
oubliées
CARE

80 ANS
care®



Page de couverture : Mercy est agricultrice dans le sud du Malawi, une région fortement touchée par le changement climatique. Elle montre fièrement sa récolte d'arachides, qu'elle a pu améliorer grâce aux méthodes agricoles apprises dans le cadre du projet FosTA-Health.

HONDURAS

Nous espérons une bonne récolte cette année, mais de fortes pluies ont tout bouleversé.

Page 18



BURUNDI

C'est la neuvième fois que le Burundi apparaît dans le rapport de CARE sur les crises humanitaires oubliées.

Page 22



Malawi

Des agriculteurs comme Muhamadi s'engagent pour le reboisement.

Page 16



Zambie

La crise climatique frappe de plein fouet les habitants de l'Afrique australe.

Page 12

Sommaire

- 3 ÉDITO**
- 4 Qu'est-ce qu'une crise oubliée ?**
- 6 Rétrospective**
- 8 En chiffres**
- 9 3 recommandations**
- 10 République centrafricaine Namibie**
- 11 Regards d'experts**
Ramesh Rajasingham
Responsable et représentant d'OCHA à Genève, directeur de la division Coordination
- 12 Zambie**
- 14 Sur le terrain**
- 16 Malawi**
- 18 Honduras**
- 20 Regards d'experts**
Nivi Sharma
P.-D.G. de Fika (anciennement Bridges to Prosperity)
Farai Shawn Matiashe
Journaliste internationale, Mutare, Zimbabwe
Gerd Müller
Directeur général de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (UNIDO)
- 21 Corée du Nord**
- Angola**
- 22 Burundi**
- 24 Zimbabwe**
- 26 Sur le terrain**
- 27 Regards d'experts**
Ammu Kannampilly
Directrice du bureau de Reuters pour l'Afrique de l'Est
Aggrey Mutambo
Rédacteur Afrique de The EastAfrican
- 28 Madagascar**
- 30 Notes**

ÉDITO

Le secteur humanitaire vit un tournant historique.

Pour la première fois depuis la fin de la seconde guerre mondiale, porter assistance à des personnes en danger n'est plus unanimement reconnu comme un impératif vital. Ce geste fondateur de notre humanité est désormais contesté par des Etats puissants, il est profondément fragilisé, parfois même frontalement attaqué. Dans ce contexte, notre responsabilité collective est immense : alerter, documenter les réalités de terrain, réenchanter le récit de la solidarité. Refuser le silence. Car derrière chaque crise humanitaire oubliée, c'est notre capacité à rester humains qui s'érode.

Notre capacité d'attention s'arrête souvent aux frontières de ce que nous connaissons. C'est humain. Lorsqu'une crise humanitaire s'enlise loin de l'Europe, sans images spectaculaires ni lien direct avec notre actualité nationale, elle glisse hors du champ médiatique. Non parce qu'elle est moins grave, mais parce qu'elle nous paraît plus "abstraite".

Or la mécanique est implacable.

Sans articles, pas de pression publique.

Sans pression publique, pas de décisions politiques.

Sans décisions politiques, pas de financements humanitaires.

Et sans financements, des millions de personnes, majoritairement des femmes et filles, sont laissées seules face à l'effondrement de leurs communautés et de leur environnement.

Cette réalité est devenue criante depuis un an. La solidarité mondiale vacille de manière inédite. Les coupes massives et brutales décidées par les États-Unis et par une dizaine de pays européens, dont la France, ont amputé de près de moitié le budget mondial de l'action humanitaire. L'aide n'est plus seulement insuffisante : elle est remise en cause dans son principe même. Pourtant, les crises négligées ne disparaissent pas. Au contraire, elles compromettent l'ordre international, et créent une instabilité dangereuse pour chacune et chacun d'entre nous.

« Un changement de regard peut transformer les rapports de force. »

Un changement de regard peut transformer les rapports de force. L'histoire contemporaine le prouve. En dix ans, notre société a beaucoup évolué. Les débats sur l'égalité femmes-hommes, le racisme structurel, l'héritage colonial ou la justice climatique se sont imposés dans l'agenda public avec des mouvements comme #MeToo, Black Lives Matter ou Fridays for Future. Malgré la baisse des financements et la montée des discours hostiles aux droits humains, la communauté qui soutient la solidarité internationale reste fortement mobilisée. Preuve, s'il en fallait, que les citoyennes et citoyens s'intéressent aux réalités lointaines dès lors qu'elles leur sont rendues visibles.

Avec cette dixième édition, nous ne nous contentons pas de dresser une analyse. Nous lançons un appel. À toutes celles et ceux qui s'intéressent à l'évolution de nos sociétés : ces crises existent. Elles s'aggravent. Elles nous concernent et elles ont besoin d'être racontées. Maintenant.

Le travail de CARE en tant qu'ONG de solidarité internationale, repose sur une conviction simple : nous devons être présents là où les besoins sont les plus grands, que le monde regarde ou non, car toutes les vies se valent. Nous agissons aujourd'hui dans 121 pays. À une époque où les maladies évitables persistent, où nous avons les moyens d'empêcher les enfants de mourir de faim, de protéger nos ressources naturelles, nous devons nous seulement nous préoccuper de leur sort, mais aussi et surtout agir pour ces femmes et ces hommes, ces garçons et ces filles.

Pour cela, nous avons besoin d'un soutien public renouvelé à l'action humanitaire. En mettant en lumière les crises invisibles, grâce à des rapports comme celui-ci, et en travaillant main dans la main avec les médias, nous pouvons sauver des vies dès aujourd'hui – et prévenir des crises plus graves encore demain.



**Emanuela Croce,
Co-directrice Générale**

**Alexandre Morel,
Co-directeur Général
de CARE France**



Qu'est-ce qu'une crise oubliée ?

Méthodologie

À la demande de l'ONG CARE, le service de veille médiatique Meltwater réalise chaque année une analyse de données internationales des crises humanitaires mondiales les moins documentées par les médias.

L'ONG CARE établit d'abord la liste de l'ensemble des crises et catastrophes humanitaires mondiales affectant plus d'un million de personnes. Le nombre total de personnes touchées par chaque crise est calculé à partir de données publiées par ACAPS, Reliefweb et CARE.

Pour l'année 2025, 43 crises humanitaires ont été recensées.

Chacune de ces crises est décrite à l'aide de mots-clés, tels que « sécheresse », « insécurité alimentaire » ou « conflit », afin de s'assurer que seuls les articles directement liés aux situations humanitaires sont intégrés à l'analyse.

Meltwater examine ensuite la fréquence de la couverture médiatique de chacune de ces crises entre le 1^{er} janvier et le 30 septembre 2025. L'étude repose sur près de

345 000 médias en ligne à travers le monde et prend en compte les publications dans cinq langues : anglais, français, allemand, espagnol et arabe.

« Pas moins de cinq millions d'articles de presse ont été recensés puis classés des plus médiatisés au moins médiatisés. »

Ce rapport met ainsi en lumière les grandes tendances dans les éditions en ligne des médias internationaux en matière humanitaire, et offre des enseignements essentiels sur la visibilité et l'invisibilité des multiples crises humanitaires

Angola /07
Sécheresse, choléra et tensions sociales

Namibie /02
La pire sécheresse depuis 100 ans

Qu'est-ce qu'une crise oubliée ?

L'Union européenne qualifie de « crise oubliée » une crise humanitaire grave et longue dans laquelle l'aide internationale apportée est insuffisante, voire nulle. En général, il y a également un manque de volonté politique pour résoudre la crise et un manque d'attention médiatique. L'UE identifie ces crises dans le cadre de ce qu'on appelle l'« évaluation des crises oubliées »¹.

Environ 43 millions de personnes sont touchées par ces 10 crises oubliées en 2025

Nombre d'articles en ligne du 1^{er} janvier au 30 septembre 2025



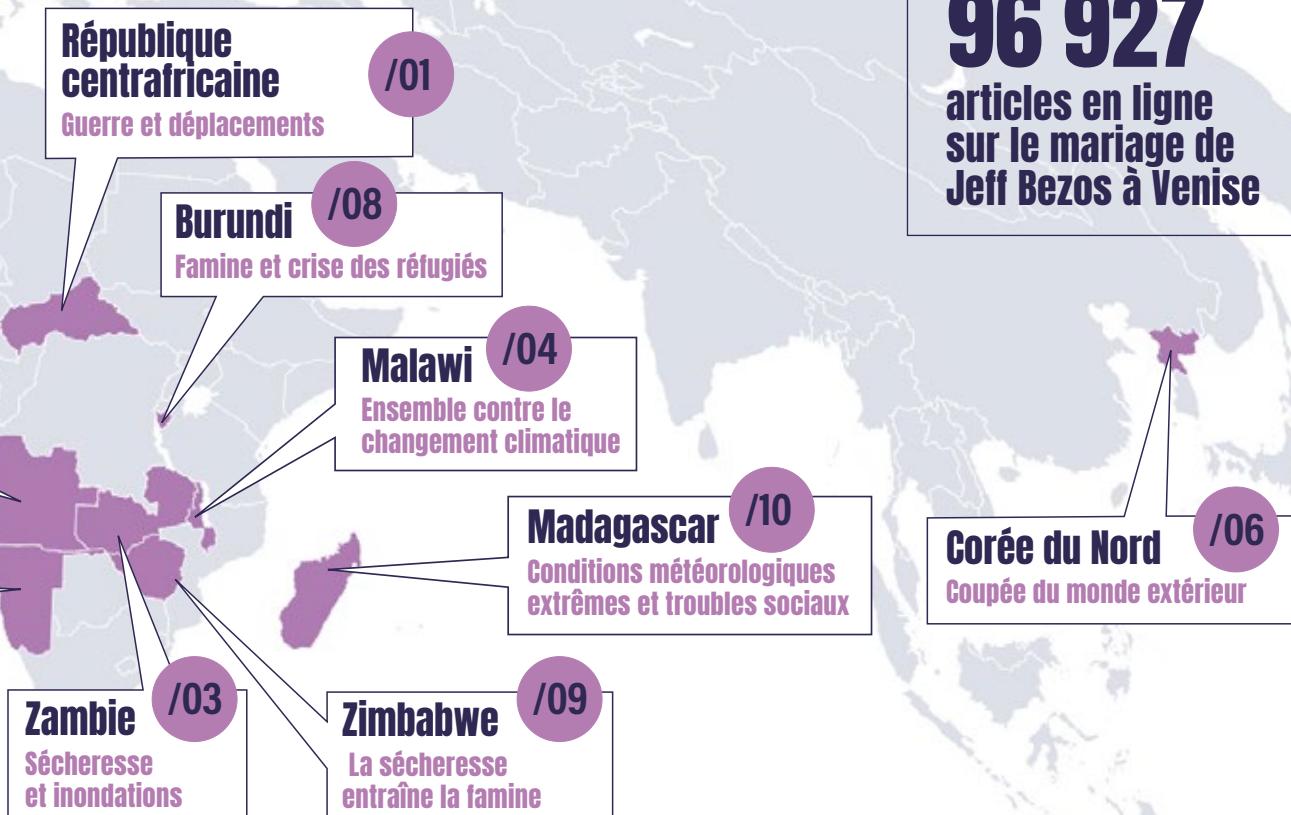
En comparaison

445 342

articles en ligne
sur la fermeture
de TikTok aux
États-Unis

96 927

articles en ligne
sur le mariage de
Jeff Bezos à Venise



Les crises humanitaires les plus mentionnées en ligne en 2025

Palestine	1 908 112 articles
Syrie	288 377 articles
Venezuela	287 503 articles
Ukraine	278 413 articles
Afghanistan	246 048 articles

10 ans de silence

6 constats sur les crises humanitaires oubliées (2016-2026)

Depuis dix ans, l'ONG CARE publie chaque année son Rapport sur les crises humanitaires oubliées. Dix ans d'alertes. Dix ans de données. Dix ans de récits de femmes, d'hommes et d'enfants dont les vies sont bouleversées loin des caméras, des « breaking news » et des agendas politiques.

Dix ans d'analyse aussi. Et, au fil des éditions, des constats se répètent avec une constance troublante.

1 Une invisibilité géographique qui touche d'abord l'Afrique

Depuis dix ans, la majorité des crises les moins médiatisées se situent sur le continent africain. Elles sont souvent qualifiées de « lointaines », et perçues comme abstraites, alors même qu'elles affectent des millions de personnes.

2 Le changement climatique, un facteur commun à toutes les crises

D'année en année, le poids du changement climatique n'a cessé de s'accentuer, au point de concerner aujourd'hui l'ensemble des pays du classement 2025. Sécheresses prolongées, inondations, insécurité alimentaire chronique : le dérèglement climatique agit comme un multiplicateur de crises. Le défi climatique s'accélère — et l'attention médiatique, elle, ne suit pas.

3 Des situations complexes, éloignées des priorités géopolitiques des États bailleurs

Les catastrophes soudaines — tsunamis, séismes, conflits éclatants brutalement — attirent les caméras

et suscitent des mobilisations rapides. A l'inverse, de nombreuses tragédies humanitaires résultent de causes imbriquées : conflits de basse intensité, gouvernance fragile, pauvreté structurelle, impacts climatiques progressifs. Elles se développent sur la durée, sans moment spectaculaire, et sont souvent jugées d'un intérêt géopolitique moindre, comparé à des crises très couvertes dans les médias européens comme l'Ukraine.

4 Des crises qui s'installent dans le temps

Parce qu'elles sont complexes et peu médiatisées, ces crises s'enracinent. La République centrafricaine figure chaque année dans le top 10 des crises oubliées depuis la création du rapport. Le Burundi y est apparu neuf fois. La Zambie sept fois en dix ans, et sans interruption depuis 2019.

5 Une fatigue médiatique

Dans un monde saturé d'informations, l'attention se concentre sur ce qui est spectaculaire et proche. En 2025, le mariage de Jeff Bezos à Venise a généré 32 fois plus de retombées médiatiques que la crise humanitaire au Zambie. L'année précédente, la séparation de Jennifer Lopez et Ben Affleck avait suscité 60 fois plus d'articles que la crise en Angola et un an plus tôt la sortie du film *Barbie* avait capté 260 fois plus d'attention que la crise angolaise dont la crise persistante depuis de nombreuses années. Le contraste est saisissant et révélateur de nos priorités collectives. Pourtant, c'est par la solidarité que l'on peut sauver des vies.

6 L'oubli se traduit directement par un manque de financements

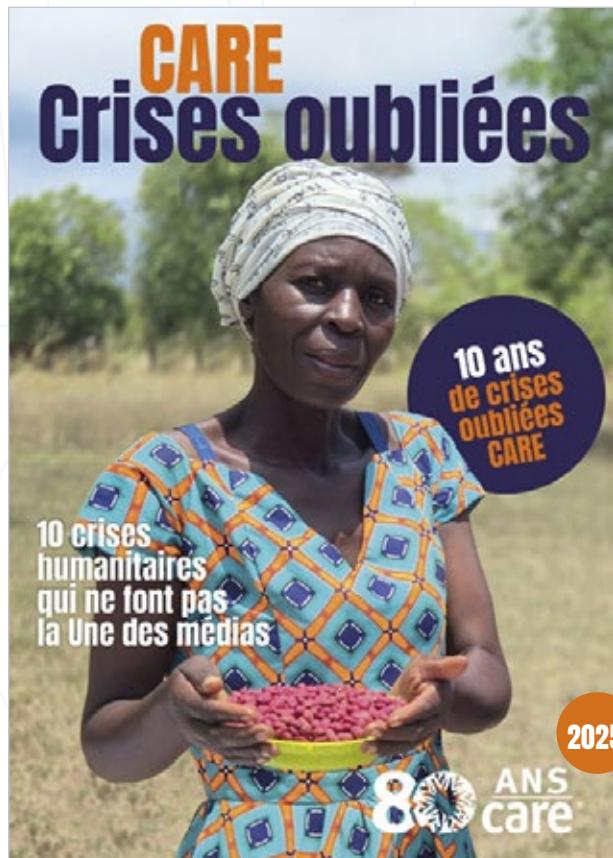
Les crises humanitaires oubliées ne reçoivent qu'une fraction des fonds de soutien nécessaires. Toutes ne font pas l'objet d'un appel de fonds de la part des Nations-Unies. Et pour celles qui en bénéficient, les montants sont souvent loin d'être à la hauteur des enjeux. En 2025, les plans humanitaires des Nations Unies pour le Zimbabwe ou le Malawi n'étaient financés qu'à 14 %. La République centrafricaine atteignait 36 %, un « record » dans ce classement mais toujours à peine un tiers des besoins couverts. Derrière ces chiffres, ce sont des millions de personnes privées d'un soutien vital.

À ces déficits structurels s'ajoutent désormais des coupes budgétaires brutales décidées par les États-Unis et par une dizaine de pays européens, dont la France, qui ont entraîné une baisse de près de la moitié de l'aide humanitaire mondiale.

De plus en plus, l'aide est conditionnée à des intérêts nationaux étroits. Pourtant, les crises humanitaires négligées n'épargnent personne : elles fragilisent durablement les sociétés civiles et créent des foyers d'instabilité régionale, comme on l'observe aujourd'hui au Burundi.

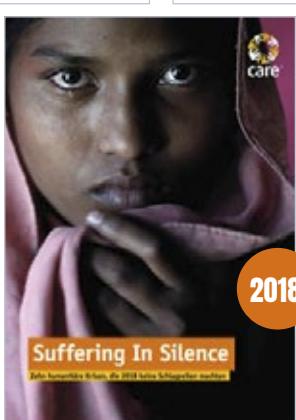
Après 10 ans de publication, l'ONG CARE le rappelle avec force : le silence est un choix. Et ce choix a le pouvoir de vie ou de mort sur des millions de personnes à travers le monde.

Soubligés



10 ans de Unes

« Être vu est une question de dignité. »



En chiffres

Quels pays ont été les plus représentés dans les dix dernières éditions ?



« Les problèmes fondamentaux sont le manque de volonté politique et le non-respect du droit international humanitaire. »

Ramesh Rajasingham,
Chef de l'OCHA à Genève
et directeur de la division
Coordination

© OCHA

La République centrafricaine et le Burundi sont les deux pays en crise les plus ignorés par les médias ces dix dernières années. La Zambie, Madagascar et le Malawi apparaissent également de manière régulière, illustrant la persistance, sur le long terme, des conflits, de l'insécurité alimentaire et des impacts du changement climatique dans certaines régions.

La répétition des mêmes pays d'une année sur l'autre met en lumière des inégalités structurelles profondes, l'absence de réponses politiques durables et le sous-financement chronique du continent africain.

Quels sont les pays qui ont occupé la 1^{re} place au cours des

2016
Érythrée
2 millions de personnes n'ont pas accès à une alimentation adéquate

2017
Corée du Nord
18 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire et dépendent de l'aide alimentaire du gouvernement.

2018
Haiti
environ 5,5 millions de personnes, soit 50 % de la population, souffrent de la faim. 22 % des enfants souffrent de malnutrition chronique.

2019
Madagascar
2,6 millions de personnes souffrent des effets de la sécheresse.

2020
Burundi
2,3 millions de personnes dépendent de l'aide humanitaire.

2021
Zambie
1,2 million de personnes souffrent de la faim en raison d'un manque d'alimentation adéquat.

2022
Angola
3,8 millions de personnes souffrent de la faim en raison d'un manque d'alimentation adéquat.

Soubligés

3 recommandations pour rendre les crises humanitaires oubliées plus visibles



Les reportages des médias rendent plus visibles les crises oubliées. Ici, une visite de projet au Malawi en octobre 2025.

dix dernières éditions ?

2023

Angola
7,3 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire.

2024

Angola
2,2 millions de personnes doivent recevoir de l'aide humanitaire.

2025

République centrafricaine
2,4 millions de personnes dépendent de l'aide humanitaire.

1. Faciliter un travail journalistique direct, indépendant et de qualité

Un contact direct avec les populations affectées par ces crises est indispensable pour produire une couverture journalistique authentique, fiable et humaine. Pour cela, la liberté de la presse doit être pleinement protégée : les journalistes ont besoin de ressources, de conditions sûres et indépendantes pour enquêter, rendre compte des faits et lutter efficacement contre la désinformation et les récits stéréotypés. En ce sens, les organisations humanitaires peuvent jouer un rôle clé en facilitant l'accès aux populations concernées, aux équipes humanitaires et aux expert·es locaux, afin de fournir des informations vérifiées et contextualisées.

2. Renforcer les organisations locales et la diversité des voix

Les organisations humanitaires internationales ont la responsabilité de soutenir activement leurs partenaires associatifs locaux dans la communication de leur travail et dans l'accès aux médias. Ces organisations disposent d'une expertise locale précieuse et travaillent au plus près des populations affectées.

3. Rendre le leadership féminin visible

Les femmes sont systématiquement en première ligne des violences et injustices dans les crises humanitaires. Ce sont également elles qui portent l'essentiel de la survie des familles et mettent en place des réseaux d'entraide au sein de leurs communautés. Leur leadership améliore concrètement l'efficacité des réponses humanitaires, notamment dans la distribution équitable de l'aide et la prévention des violences basées sur le genre. Malgré cela, leur contribution reste largement invisibilisée dans les récits médiatiques traditionnels. Favoriser la parole directe des femmes, des filles et des groupes marginalisés, contribue également à déconstruire les récits stéréotypés, à rendre compte de la diversité des situations humanitaires et à valoriser des voies concrètes d'action dans des contextes difficiles.

Guerre et déplacements RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

/01

Population : 5,5 millions**Personnes en situation d'urgence humanitaire : 2,4 millions.****PIB* : 3,3 Mds \$****IDH** : 191^e rang sur 193 pays.**

La République centrafricaine regorge de trésors naturels et culturels. Elle abrite notamment deux sites inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO : l'aire protégée Sangha Trinational avec ses forêts tropicales denses et le parc national Manovo-Gounda-Saint-Floris avec ses vastes paysages de savane et sa biodiversité exceptionnelle. Le pays possède également d'importants gisements de matières premières, comme les diamants, l'or et l'uranium. Pourtant, plus de 80 % de la population vit dans la pauvreté, faisant de la Centrafrique

l'un des pays les plus pauvres du monde.²

La violence alimente les déplacements

Depuis plus de douze ans, un conflit exacerbé la crise humanitaire. Les attaques contre la population civile et les infrastructures, y compris les hôpitaux et les écoles, provoquent des déplacements réguliers. 1 centrafricain·e sur 5 est aujourd'hui en fuite³ : plus de 442 000 personnes sont déplacées à l'intérieur du pays⁴ et près de 665 000 ont fui⁵ dans des pays voisins comme le Cameroun, le Tchad, la République démocratique du Congo et le Soudan du Sud. Parallèlement, la Centrafrique accueille près de 53 000⁶ personnes venues d'autres régions à la recherche de protection. Les femmes et les filles portent le plus

lourd fardeau de la crise. Elles doivent aller chercher de l'eau, collecter du bois de chauffage et subvenir aux besoins de leur famille, souvent dans des conditions précaires. La violence sexuelle se multiplie, notamment lors des déplacements et dans les centres d'hébergement d'urgence.

L'aide humanitaire sous-financée

Près de la moitié de la population – environ 2,4 millions de personnes⁷ – dépend de l'aide humanitaire. Or les coupes budgétaires mondiales ont réduit drastiquement le soutien aux Centrafricains. Les conflits armés compliquent en outre le travail des travailleurs et travailleuses humanitaires dans le pays : de janvier à septembre 2025, 98 ont été mis en danger et une personne a perdu la vie⁸.

/02

La pire sécheresse depuis 100 ans NAMIBIE

La Namibie s'assèche, avec de graves conséquences pour les populations et pour la nature. En 2024, le pays a connu sa pire sécheresse depuis un siècle, et la situation a perduré jusqu'en 2025.⁹ Le manque de précipitations et les températures élevées ont raréfié l'eau, entraîné la mort du bétail et provoqué une chute spectaculaire des rendements agricoles. Entre octobre 2024 et mars 2025, la récolte de blé était inférieure de 83,7 % à celle de l'année précédente¹⁰. Pour plus des deux tiers de la population qui travaillent dans l'agriculture¹¹, c'est un désastre. En mars 2025, environ 1,3 million de personnes dans le pays étaient en situation d'insécurité

alimentaire.¹² Selon un rapport d'octobre 2025 de l'Integrated Food Security Phase Classification (IPC), la situation s'est toutefois améliorée au cours de l'année, en partie grâce à l'augmentation des précipitations et à de meilleurs rendements agricoles.¹³

Pénurie d'eau et conséquences

La sécheresse a des conséquences lourdes, en particulier dans les zones rurales, où seule une personne sur cinq a accès à des installations sanitaires de base. Le manque d'eau favorise la propagation de maladies, car de nombreuses personnes doivent consommer une eau insalubre. Ces dernières années, plus de 10 % des

Population : 3,1 millions**Personnes en situation d'urgence humanitaire : 1,3 million.****PIB * : 14,69 Mds \$****IDH ** : 136^e rang sur 193 pays.**

décès des enfants de moins de cinq ans étaient dus à des maladies diarrhéiques.¹⁴

En 2025, la Namibie a fait la une de l'actualité lorsque, pour la première fois, trois femmes ont accédé aux plus hautes fonctions gouvernementales. A l'échelle locale, de nombreuses femmes namibiennes s'engagent aussi pour davantage d'égalité et pour lutter contre la pauvreté dans leurs communautés.¹⁵ Face au changement climatique et à la multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes, des solutions rapides et durables sont indispensables pour mieux protéger la population et garantir ses moyens de subsistance à long terme.

*Produit intérieur brut

** Indice de développement humain

REGARDS D'EXPERTS

Pourquoi les crises oubliées nous concernent tous ?

Tandis que la Bande de Gaza et le Soudan font la Une des journaux, des millions de personnes sont frappées par des crises que le monde a oubliées. Je félicite l'ONG CARE pour la dixième édition de son rapport sur les crises humanitaires oubliées. L'ONG CARE met en lumière des problèmes qui restent invisibles à la plupart des gens et donne une voix à celles et ceux qui n'en ont pas.

Dans ces crises, tout autant que les autres, des mères s'inquiètent de savoir si leurs enfants viendront encore s'asseoir à table le soir... si tant est qu'ils aient une table, et qu'il y ait un toit au-dessus de leur tête. Si les médias n'en parlent pas, il n'y a ni ressources ni action politique.

Les médias ne peuvent pas couvrir toutes les crises. Dans le même temps, les urgences s'accumulent car aucune solution n'est trouvée pour des crises qui durent depuis longtemps. Le changement climatique aggrave considérablement la situation. Aujourd'hui, les conflits sont la principale cause de déplacement de populations ; dans quelques années, les catastrophes climatiques isoleront encore plus des régions en crise, qui n'attirent déjà pas beaucoup l'attention des médias actuellement.

La faim est un échec politique

Presque toutes les crises humanitaires ont des racines politiques et elles persistent parce qu'il n'y a pas de solutions politiques. Au Soudan, à Gaza, en Somalie et au Sahel, des gens meurent de faim alors que des mesures politiques pourraient faire cesser la famine en garantissant l'accès à la nourriture et en permettant aux pays d'accéder aux marchés.

L'Initiative céréalière de la mer Noire que nous avons négociée, avec la Turquie, entre Moscou et l'Ukraine, en est un exemple. L'augmentation de la disponibilité sur le marché mondial a fait baisser les prix et si les denrées alimentaires sont moins chères,

« Sans l'attention des médias et des responsables politiques, les crises humanitaires manquent de ressources et d'actions. »

un plus grand nombre de familles disposant de ressources limitées peuvent être soutenues.

L'effondrement de l'ordre fondé sur le droit international

Le problème essentiel reste l'absence de volonté politique et le non-respect du droit humanitaire international. Nous assistons à l'effondrement du système d'ordre international fondé sur les règles. Jamais il n'y a eu autant d'attaques délibérées visant des travailleurs et travailleuses humanitaires que ces deux dernières années. Cette application inégale du droit international ouvre la porte à une impunité encore plus grande.

L'humanité comme force motrice

Il y a 80 ans, nous sommes sortis d'une crise dévastatrice. Les générations qui ont suivi ont grandi sans rien connaître de tel. Nous devons revenir à une compréhension de notre humanité commune : lorsqu'une partie de l'humanité souffre, cela nous affecte tous. Grâce aux donateurs et donatrices, nous pouvons sauver des millions de vies avec un minimum de ressources. En 2026, nous avons besoin de 33 milliards de dollars pour soutenir les 135 millions de personnes les plus vulnérables. Pour être exact, 300 millions de personnes ont besoin d'aide. Même si ce montant était doublé, il ne représenterait qu'une fraction des dépenses d'armement mondiales. L'aide humanitaire n'est pas la solution. Nous ne faisons qu'apporter un soutien temporaire, qui sauve des vies, jusqu'à ce que des solutions politiques soient trouvées.



Ramesh Rajasingham

Responsable et représentant d'OCHA à Genève, directeur de la division Coordination

Redéfinir le système humanitaire : retour aux fondamentaux

Tom Fletcher, secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires des Nations unies, a lancé sous le nom de « Humanitarian Reset » une redéfinition de l'aide humanitaire. L'élément le plus important est celui-ci : nous devons laisser les acteurs locaux et les communautés concernées piloter les actions. C'est aux organisations locales de femmes et aux personnes déplacées de nous dire ce dont elles ont vraiment besoin, et pas ce dont nous pensons qu'elles ont besoin. Nous devons aussi revenir au respect du droit international.

Le sort des personnes affectées par les crises est ce qui me pousse à continuer mon travail. Je puisse mon inspiration dans leur courage face à des menaces inimaginables. Elles me montrent ce que cela signifie d'être humain. Si elles peuvent continuer ainsi, génération après génération, alors je peux certainement continuer aussi, dans la position privilégiée qui est la mienne.

Les crises humanitaires oubliées méritent notre attention, non seulement par compassion mais aussi parce qu'elles nous concernent toutes et tous.



Dans le cadre d'un projet de l'ONG CARE, Mable a appris à améliorer le sol, à cultiver ses champs et à planter des arbres pour lutter contre les effets du changement climatique.

Sécheresse et inondations

ZAMBIE /03

Population : 21,9 millions
Personnes en situation d'urgence humanitaire : 5,5 millions.
PIB : 29,37 Mds \$
IDH : 154^e rang sur 193 pays.

En moyenne, environ 1,08 million de litres d'eau se déversent chaque seconde¹⁶ aux chutes Victoria – l'équivalent de près de 7 200 baignoires de 150 litres chacune. Si ces torrents d'eau spectaculaires sont connus dans le monde entier, les inondations qui frappent d'autres régions de Zambie ne retiennent guère l'attention. « Je n'ai jamais vu autant de pluie », se souvient Maik, agriculteur. « Les jours précédant la rupture du barrage, il a plu sans arrêt. Puis il y a eu un énorme bruit, et tout a disparu ». Dans ses champs, des arbres de trois mètres ont été entièrement submergés. En février 2025, un barrage a également cédé dans le nord du pays¹⁷. Les inondations n'ont pas seulement détruit des maisons et des terres agricoles : elles ont aussi libéré 50 millions de litres de déchets acides provenant d'une mine de cuivre dans la rivière Mwambashi, une source d'eau potable essentielle pour des millions de personnes.

« Il fait de plus en plus chaud et la pluie arrive soit trop tard, soit trop forte. »

Buumba, agricultrice

Du maïs résistant au climat

Les inondations, combinées à la sécheresse, aux infestations de ravageurs et à la hausse des prix des denrées alimentaires, ont détruit des moyens de subsistance entiers et plongé plus de 1,2 million de personnes¹⁸, dans l'insécurité alimentaire aiguë.

« Au cours des trois dernières saisons, je n'ai presque rien récolté », dit Buumba, une petite agricultrice. « Il fait de plus en plus chaud et la pluie arrive soit trop tard, soit en trop grande quantité. Il n'y a plus de météo normale ». Dans le cadre d'un projet de l'ONG CARE, Buumba a semé des graines de maïs orange, une variété plus résistante au climat et riche en vitamine A. « C'est la seule chose qui a survécu aux inondations », raconte-t-elle. « Notre maïs blanc a été détruit, mais le maïs orange nous a sauvé. »

S'adapter au changement climatique

La crise climatique touche particulièrement les femmes et les personnes âgées vivant de l'agriculture, prises entre deux extrêmes : sécheresse et inondations, mauvaises récoltes et faim. Pour y faire face, de plus en plus de femmes prennent les devants. « Nous avons suivi des formations de l'ONG CARE et appris à planter des arbres, à créer des jardins et à épargner », explique Febbie, agricultrice. « Nous utilisons les arbres pour produire du charbon de bois, améliorer les sols, créer de l'ombre et pour leurs vertus médicinales. »

En Zambie, où plus de la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, ces mesures d'adaptation sont indispensables : le reboisement protège contre l'érosion des sols, les jardins assurent nourriture et revenus, et les groupes d'épargne favorisent l'indépendance financière. Des solutions locales qui renforcent les personnes comme Febbie et construisent une résilience climatique

durable. « Nous ne voulons pas abandonner », affirme Bumba. « Nos champs de maïs doivent continuer à produire, même après les inondations, pour que nous ne soyons plus affamés pendant des semaines. »



Ce que l'ONG CARE fait :

L'ONG CARE est active en Zambie depuis 1992. En partenariat avec des organisations locales dirigées par des femmes, CARE soutient en priorité les femmes et les filles en améliorant la nutrition des mères et des enfants et en renforçant la protection sociale. L'ONG propose également un accompagnement et des formations en agriculture résiliente au climat, approvisionnement en eau et reforestation. Depuis 2023, l'ONG CARE collabore avec la Choma District Women Development Association, qui apporte une aide humanitaire aux populations touchées par la crise dans le district de Choma.

Sur le terrain

ZAMBIE

« Depuis que l'ONG CARE est là, nous travaillons comme une communauté soudée »

Mable penche son corps au-dessus du vieux puits de son village et descend lentement le seau. Elle scrute l'obscurité, comme on guette un signe de vie.

« Il n'y a presque plus d'eau. Dans quelques semaines, ce puits sera peut-être vide. » Si cela arrive, Mable et ses voisin·es devront parcourir jusqu'à dix kilomètres par jour pour trouver de l'eau potable. Une marche épuisante, sous un soleil toujours plus brûlant. Ici, en Zambie, la crise climatique n'est pas une projection scientifique : elle est visible dans chaque fissure de la terre. Les saisons ne ressemblent plus à celles d'avant. La chaleur s'installe, la pluie se fait rare. Et quand elle tombe enfin, le sol desséché n'absorbe plus rien. L'eau ruisselle, emporte les semences, détruit les cultures. Comme près de 60 % de la population



du pays, Mable vit de l'agriculture. « Quand il n'y a pas d'eau, il n'y a pas de récolte. Et sans récolte, il n'y a pas de revenu. »

Autrement dit : pas de quoi nourrir les enfants.

Avant, chacun·e affrontait ces bouleversements seul·e.

« Nous avions l'impression d'être abandonné·es. Aujourd'hui, depuis que l'ONG CARE est là, nous travaillons comme une communauté soudée. » Mable fait partie d'un groupe soutenu par l'ONG CARE, dans le cadre d'un projet climatique pensé pour renforcer la résilience du village. Les agriculteurs et agricultrices apprennent à diversifier leurs cultures, à utiliser des semences plus résistantes à la sécheresse, à adapter leurs pratiques à un climat devenu imprévisible.

À l'entrée du village, une pépinière a vu le jour. C'est un lieu simple, mais vital. Les habitant·es y travaillent côté à côté : remplissent les pots de terre,

arrosent les jeunes plants, arrachent les mauvaises herbes. Toutes et tous savent ce qu'il faut faire.

Autour de la rivière, la forêt a presque disparu. Les arbres ont été coupés pour produire du charbon ou cultiver le tabac.

« Sans arbres, il n'y a ni ombre, ni eau », dit Mable.

Les arbres que le village fait désormais pousser changent tout. Leurs racines retiennent l'humidité dans le sol. Leurs feuilles fertilisent les champs. Le bétail se nourrit des feuilles sèches, les branches deviennent du bois de chauffage. Et certains plants sont revendus.

« Grâce à cela, nous avons maintenant une deuxième source de revenus, en plus de nos potagers. »

Mable relève la tête, un mince sourire aux lèvres. Des solutions concrètes et durables pour améliorer les conditions de vie de sa communauté sont mises en œuvre. Désormais, sa communauté cultive l'espoir à plusieurs.



Sur le terrain



MALAWI Meilleures récoltes, meilleure vie



Dans le petit village de Kuntumanji, près de Zomba, dans le sud du Malawi, l'air est imprégné de l'odeur du nshima (bouillie de maïs traditionnelle) fraîchement cuisiné. Mais aujourd'hui, son goût a changé. Les femmes l'enrichissent de légumes et poissons, préparent des gâteaux à base de pois d'Angole, d'œufs et de beurre de cacahuète, et vendent des collations confectionnées à partir de farine de pois d'Angole et d'huile. Ce qui était autrefois une alimentation pauvre et déséquilibrée est désormais devenue une cuisine variée et nourrissante. « C'est de la patate douce aux cacahuètes, très bon pour la santé », explique Mercy, fermière engagée, en montrant un plat qu'elle a préparé. Grâce au projet FoSTA Health, la vie a profondément changé dans le village. Mis en œuvre par l'ONG CARE et financé par Horizon Europe, ce

projet vise à rendre l'agriculture plus résiliente aux effets du changement climatique.

Des pratiques agricoles adaptées au climat

Aux côtés d'autres femmes et hommes, Mercy a appris de nouvelles méthodes de culture adaptées aux conditions climatiques actuelles : utilisation de semences de haute qualité, distances de plantation optimales et sillons appropriés. Sur différents champs d'essai et lors de formations, les agriculteurs et agricultrices ont pu expérimenter et identifier les combinaisons de cultures les plus florissantes, en tenant compte de l'espacement des semis et du compost produit localement. Les résultats sont collectés et analysés scientifiquement. Un exemple : la plantation conjointe de cacahuètes

et de maïs protège le sol du dessèchement. La diversification des cultures rend la terre plus fertile et les légumes plus résistants. Les récoltes s'en trouvent améliorées.

« Avant, mes enfants avaient souvent faim », confie Mercy. « Aujourd'hui, ils vont à l'école le ventre plein. Même en cas de nouvelle sécheresse, je ne crains plus autant pour mes cultures. » Les habitant·es du village produisent désormais leur propre engrais biologique, à partir de bouse de vache, de paille de maïs, de cendres et d'un peu d'engrais commercial. Ce mélange aide le sol à retenir l'humidité et protège les champs pendant les périodes de sécheresse, de plus en plus fréquentes. Les résultats sont visibles : les rendements augmentent et la qualité de l'alimentation s'est nettement améliorée. Mercy transmet désormais son savoir à d'autres agriculteurs et agricultrices et génère un revenu complémentaire en vendant ses légumes. « Des habitant·es des villages voisins viennent voir ce que nous avons réussi à faire et comprendre comment », raconte-t-elle. Aujourd'hui, elle espère que ses quatre fils pourront terminer leurs études et trouver un bon emploi. Ce ne sont pas seulement les récoltes qui grandissent ici, à Kuntumanji, mais aussi l'espoir de l'avenir.

Pateima et son mari participent également au projet de recherche FoSTA-Health.



Le projet FoSTA-Health, mis en œuvre par l'ONG CARE, allie durabilité écologique et justice sociale. L'objectif de ce projet de recherche est de déterminer comment garantir la sécurité alimentaire à long terme en Afrique australe sans aggraver les problèmes écologiques ou sociaux.

Ensemble contre le changement climatique

MALAWI

/04

Population : 22,2 millions

Personnes en situation d'urgence humanitaire : 6,1 millions.

PIB : 14,98 Mds \$

IDH : 172^e rang sur 193 pays.

« S'il n'y a pas de sécheresse, il y aura des inondations – et inversement ». Cette phrase revient souvent dans le sud du Malawi, notamment dans le district de Nsanje, où les habitant·es sont régulièrement confronté·es à des phénomènes météorologiques extrêmes. Ces dernières années, les cyclones se sont multipliés. La déforestation se poursuit également – pour le bois de chauffage ou pour la production de bois destiné à la vente, deux ressources essentielles à la survie – et contribue à l'érosion des sols. Pour les populations, les animaux et l'environnement, c'est une catastrophe insidieuse.

Prévention des catastrophes à l'aide de systèmes d'alerte précoce

« J'avais un champ de maïs », raconte Amie, agricultrice. « Mais la pluie a tout emporté ». Au Malawi, ce type de situation est fréquent : les récoltes sont régulièrement détruites – tantôt par la sécheresse et l'aridité, tantôt par des cyclones ou des pluies

torrentielles. Le climat est devenu imprévisible. Le mari d'Amie enchaîne donc les petits boulots. La famille a reçu une aide financière de l'ONG CARE, financée par l'Office européen d'aide humanitaire et de protection civile (ECHO), ce qui lui a permis d'acheter des denrées alimentaires urgentes et une chèvre.

L'ONG CARE soutient la mise en place de systèmes d'alerte précoce en cas de catastrophe au Malawi. Menées en coopération avec d'autres organisations humanitaires, ces activités visent à limiter les conséquences des phénomènes météorologiques extrêmes. Les différentes parties prenantes travaillent ensemble pour mettre en œuvre des mesures d'aide coordonnées. Des plans d'évacuation et de protection civile sont élaborés en collaboration avec la population. Les gens ne se fient pas uniquement aux prévisions météorologiques, mais aussi aux savoirs traditionnels : par exemple, une abondance de mangues ou une augmentation du nombre de fourmis est interprétée comme un signe annonciateur d'inondations.



« Des gens d'autres villages viennent nous voir pour savoir comment nous avons réussi à le faire. »

Mercy, agricultrice



Muhamadi devant l'un de ses jeunes arbres. Au total, il en a planté 500 jusqu'à présent.

Plus d'arbres pour restaurer les sols
Dans le district de Mangochi, le sol est dur et sec. Sous un soleil de plomb, presque rien n'y pousse. Le champ de Muhamadi fait exception. Cet agriculteur y a déjà planté 540 jeunes arbres, et prévoit d'en planter plus de 1 000 au total. Un incendie a endommagé certaines plantations, mais la plupart ont survécu. Les activités de reboisement de Muhamadi s'inscrivent dans le projet « Restore Africa », qui œuvre pour la reforestation au Malawi, et dans d'autres pays africains. Dans quelques années, lorsque les arbres auront grandi, il pourra vendre des certificats de CO₂. Dans la pépinière voisine, Muhamadi a appris, avec d'autres habitant·es du village, à cultiver et à entretenir correctement les plantes. Ici, tout le monde partage le même objectif : rendre au pays sa verdure d'autrefois.



Ce que l'ONG CARE fait :

L'ONG CARE est présente au Malawi depuis 1998. En plus de l'aide d'urgence, de la prévention des catastrophes et des actions d'adaptation au changement climatique, CARE s'engage pour l'amélioration des femmes et des filles. L'ONG collabore notamment avec des organisations partenaires telles que GENET, WOLREC, Churches Action for Relief and Development (CARD) pour lutter contre l'insécurité alimentaire en combinant aide d'urgence et solutions de long terme : promotion de l'agriculture durable, soutien aux agricultrices, amélioration de l'éducation alimentaire et renforcement des communautés. À travers des formations, les femmes enceintes et les mères reçoivent des informations sur l'alimentation équilibrée. La participation à de petits groupes d'épargne et l'accès à des aides financières leur permettent également de gagner en autonomie financière.¹⁹

© MT Photography



Pamela Kuwali
Directrice de CARE Malawi

Un appel à l'action

La situation humanitaire au Malawi est extrêmement préoccupante, et elle reste largement sous-médiatisée à l'échelle mondiale. Des millions de ménages sont confrontés à une grave insécurité alimentaire en raison des catastrophes climatiques, de la famine provoquée par El Niño et de cyclones récurrents. Les femmes et les enfants sont particulièrement exposés.

Malgré ces défis, CARE Malawi et ses partenaires ont apporté, entre juin 2024 et juin 2025, une aide vitale et des programmes de renforcement de la résilience à près d'un million de personnes. Toutefois, les besoins dépassent de loin les ressources disponibles.

Une attention et des investissements internationaux urgents sont nécessaires, non seulement pour répondre aux situations d'urgence, mais aussi pour mettre en œuvre des solutions de long terme, telles que des moyens de subsistance résilients au climat et des services de protections sociales inclusives. La crise au Malawi n'est pas seulement un problème local : elle constitue un appel mondial à l'action pour éviter une catastrophe.

Dans la pépinière voisine, Muhamadi a appris, avec d'autres villageois, à éléver et à entretenir correctement les jeunes plants.

Pauvreté, violence et crise climatique

HONDURAS /05

Population : 11 millions d'habitants.

Personnes en situation d'urgence humanitaire : 1,6 million.

PIB : 39,45 Mds \$

IDH : 139^e rang sur 193 pays.

« Cette année, nous espérons une bonne récolte. Mais de fortes pluies sont tombées et ont tout détruit. »²⁰ Teresa est une petite agricultrice et militante pour les droits des femmes au Honduras. Elle fait partie d'un groupe soutenu par l'ONG CARE, dans lequel 17 femmes et quatre hommes expérimentent ensemble de nouvelles méthodes agricoles pour faire face aux effets du changement climatique. Son village se situe dans une région sèche, où l'irrigation est importante pour l'agriculture. Mais récemment, des cyclones suivis de fortes pluies ont provoqué des inondations dans de larges zones du pays.

Teresa et son groupe « Caminando juntos y juntas » (« Nous avançons unis ») cultivent du maïs, des haricots, des patates douces et des bananes plantains. Les phénomènes météorologiques extrêmes représentent un défi quotidien, mais le groupe affronte la situation ensemble. « Nous apprenons à nous adapter et travaillons avec les changements », explique Teresa. Leur groupe fait partie des « Farmer Field and Business Schools » (Écoles de fermier·ères et d'affaires), que l'ONG CARE soutient dans tout le pays (voir : Ce que l'ONG CARE fait).

Crise à trois dimensions

Au Honduras, plus de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté,²¹ les femmes vivant en zones rurales y sont particulièrement vulnérables. Le « corridor sec » d'Amérique centrale est l'une des régions les plus touchées par

« De fortes pluies ont tout détruit. »

Teresa, agricultrice

le changement climatique. La sécheresse menace les moyens de subsistance de plus d'un million de familles dans le pays²², provoquant des pertes de récoltes, une hausse des prix des denrées alimentaires et des migrations forcées. Malgré leurs efforts, de nombreuses personnes ne peuvent plus vivre de l'agriculture et quittent leurs villages.

Le Honduras fait ainsi face à une crise à trois dimensions : changement climatique, faim et inégalité de genre. La pauvreté et les inégalités structurelles augmentent

les risques pour les femmes et les filles. Une analyse rapide menée par CARE Honduras en 2024, (Rapid Gender Analysis) a révélé que 61 % des femmes interrogées avaient souffert de la faim, contre 10 % des hommes.²³

Peur des violences sexuelles

Les violences à l'encontre des femmes sont très répandues, qu'elles soient physiques, psychologiques, sexuelles ou économiques. La perte des récoltes, le manque d'emploi

Teresa (au centre) avec une partie de son groupe dans le village de Matapalo Abajo, situé dans le « corridor sec » du Honduras.



Dans le cadre des formations dispensées par les « Farmer Field and Business Schools », les agriculteurs apprennent à adapter leurs méthodes agricoles aux changements climatiques.



50% de la population vit sous le seuil de pauvreté



ou l'absence d'accès à la terre et aux ressources accroissent la dépendance financière des femmes, les exposant davantage au contrôle, aux abus et à l'exploitation.

Dans l'enquête menée par l'ONG CARE, de nombreuses femmes ont exprimé leur peur de laisser leurs filles seules en raison du risque de violences sexuelles. Elles ont indiqué que les violences conjugales augmentent pendant les périodes de sécheresse ou de difficultés économiques.

Ce que l'ONG CARE fait :



En 2025, CARE Honduras et ses partenaires ont soutenu plus de 160 000 personnes à travers 23 projets,²⁴ dont près des trois quarts étaient des femmes. Près de 15 000 ménages ruraux en situation de pauvreté ont bénéficié d'un appui ciblé, incluant la sécurité alimentaire, la santé, l'eau, l'assainissement, l'hygiène et la nutrition.²⁵ Plus de 10 000 agriculteurs et agricultrices (dont 8 000 femmes) ont participé, comme Teresa, aux « Farmer Field and Business Schools » (Écoles de fermier·es et d'affaires),²⁶ augmentant leurs rendements et renforçant leur résilience face au changement climatique.

L'ONG CARE collabore avec des organisations féminines locales telles que le « Council for the Integral Development of Rural Women » (CODIMCA) [le Conseil pour le développement intégral des femmes rurales], qui renforcent les droits des femmes et encouragent leur participation aux processus de décision.

« Au Honduras, plus de 1,6 million de personnes ont besoin d'aide humanitaire, or en 2024, seuls 11 % du plan d'aide humanitaire ont été financés. Ce déficit laisse des millions de personnes sans soins ni protection de base et augmente leur vulnérabilité face à d'autres crises. Les femmes et les filles marginalisées, y compris les migrantes, sont particulièrement touchées dans un pays où une femme sur deux a déjà été victime de violence. »

Maite Matheu, directrice de CARE Honduras





© Fika

Nivi Sharma
P.-D.G. de Fika (anciennement
Bridges to Prosperity)

« La géographie ne devrait jamais décider de la survie des uns et de l'abandon des autres. »

« **S'** il existe des crises dont on ne parle pas, c'est parce que l'isolement physique entraîne un isolement informationnel. Les communautés rurales, privées d'accès aux dispensaires, aux marchés et aux écoles, sont aussi celles que l'attention internationale ignore le plus souvent. Pour rompre ce cercle vicieux, il faut construire des passerelles et déployer, dans les zones rurales, des solutions

concrètes, appuyées par des outils d'aide à la décision permettant d'identifier où l'amélioration de l'accès sauvera le plus de vies. Ces actions doivent être menées en étroite collaboration avec les gouvernements, afin que les priorités se traduisent en politiques publiques et en plans d'action. Au XXI^e siècle, nous ne pouvons plus laisser la géographie décider qui vivra et qui sera laissé-e pour compte. »



© Tafadzwa Ufumeli

Farai Shawn Matiashe
journaliste internationale, Mutare,
Zimbabwe
« Les intérêts géopolitiques influencent considérablement les rapports. »

Les médias internationaux s'intéressent rarement aux crises humanitaires qui affectent l'Afrique. De nombreuses rédactions, soumises à de sévères contraintes budgétaires, se concentrent plutôt sur ce qui intéresse leur public dans les pays industrialisés. Les crises qui n'affectent pas directement ces pays sont souvent jugées sans intérêt. La couverture médiatique d'une crise dépend généralement de son retentissement international et du nombre de personnes touchées. Les intérêts géopolitiques ont également une influence significative sur cette couverture : les médias tendent à refléter les priorités des pays les plus puissants. Les grands conflits mondiaux, tels que la guerre en Ukraine ou le conflit au Proche-Orient, éloignent encore davantage les projecteurs médiatiques des crises africaines. Pour les journalistes, le manque d'accès, les risques élevés en matière de sécurité et le manque de ressources sont des obstacles majeurs. Les déplacements dans les zones de crise nécessitent assurances, escortes de sécurité et soutien juridique dans certaines régions du monde, dont de nombreuses agences de presse n'ont pas les moyens. Les médias locaux, sur lesquels les rédactions internationales s'appuient pourtant fortement, disposent de peu de ressources, en particulier dans les régions touchées. Il existe néanmoins des moyens de surmonter ces déficits structurels. Le journalisme transfrontalier, la coopération entre journalistes à niveau local et international et un financement ciblé peuvent aider à parler davantage des crises humanitaires négligées. Les ONG jouent également un rôle important en fournissant accès, contacts et connaissance du terrain. Les jeunes journalistes, en particulier, peuvent attirer l'attention en utilisant les réseaux locaux et en mettant davantage l'accent sur les solutions.

© UNIDO



Gerd Müller
directeur général de l'organisation des Nations unies pour le développement industriel (UNIDO)

« Avec son rapport de crise annuel, l'ONG CARE comble une lacune décisive et rend visible ce qui, autrement, resterait invisible. »

Le rapport de l'ONG CARE sur les crises humanitaires oubliées nous rappelle chaque année combien de crises humanitaires restent dans l'ombre de l'attention mondiale : la faim et les souffrances après les sécheresses et les inondations dans les pays les plus pauvres d'Afrique, la violence et les déplacements de population dus à des conflits, qui ne font pas la une des journaux internationaux. L'ONG CARE comble ici une lacune décisive et rend visible ce qui reste habituellement invisible – le sort des personnes vivant dans les pays qui reçoivent souvent le moins d'aide, qui ont le moins contribué au changement climatique, mais qui en souffrent le plus, et qui sont presque absentes de nos médias. Nous ne devons pas oublier ces personnes. »

REGARDS D'EXPERTS

Coupée du monde extérieur CORÉE DU NORD /06

Population : 26,6 millions

Personnes en situation d'urgence humanitaire : 10,7 millions.

PIB : non communiqué.

IDH : non communiqué.

Le fait que la Corée du Nord n'ait que peu fait la Une des journaux en 2025 semble surprenant à première vue. Le pays fait parler de lui pour ses essais de missiles, des affaires d'espionnage, des défilés militaires et le conflit en cours entre la Corée du Nord et la Corée du Sud. Mais derrière ces sujets politiques se cache une crise humanitaire qui, elle, atteint très rarement l'opinion publique internationale.

Accès difficile à la nourriture

Selon des estimations des Nations Unies, plus de dix millions de personnes en Corée du Nord²⁷, soit plus de 40 % de la population totale²⁸,

sont touchées par la malnutrition à des degrés divers. Près d'un·e enfant sur cinq de moins de cinq ans souffre d'un retard de croissance dû à la malnutrition.²⁹

La Corée du Nord n'est pas non plus épargnée par le changement climatique. Les périodes de sécheresse, les inondations et les cyclones affaiblissent la production agricole.³⁰ L'érosion des sols et les défaillances des récoltes signifient que le pays ne produit pas suffisamment de nourriture. Les restrictions strictes à l'importation affectent non seulement des denrées alimentaires

supplémentaires, mais aussi les machines modernes et les semences résistantes à la sécheresse.³¹ De plus, il y a un manque d'eau potable et de soins médicaux adéquats.³²

Presque aucune aide internationale

Les sanctions politiques et économiques en réponse au régime autoritaire ont presque complètement isolé la Corée du Nord. Bien qu'il existe des dispositions spéciales pour l'aide humanitaire, le manque d'informations, les déficits de financement et les retards dans la mise en œuvre rendent les mesures d'aide beaucoup plus difficiles.³³

Près de 11 millions de personnes souffrent de malnutrition

Sécheresse, choléra et troubles sociaux

ANGOLA /07

Population : 39 millions

Personnes en situation d'urgence humanitaire : 2,6 millions.

PIB : 115,17 Mds \$

IDH : 148^e rang sur 193 pays.

L'Angola est un pays de contrastes. Il compte près de 40 langues et dialectes³⁴, une culture riche et une biodiversité remarquable³⁵. Pourtant, derrière cette diversité se cache une réalité difficile : bien qu'il soit l'un des plus grands producteurs de pétrole d'Afrique³⁶, une grande partie de la population vit toujours dans la pauvreté.

En 2025, l'Angola a frôlé l'effondrement. La pire sécheresse depuis des décennies, une épidémie de choléra à l'échelle nationale et de graves troubles sociaux ont secoué le pays. Tandis que des millions de personnes luttaient pour se nourrir et accéder à de l'eau, la hausse du coût de la vie a provoqué des manifestations de colère dans les rues de la capitale.

Quand la pluie ne vient pas

Dans le sud du pays, les sécheresses répétées et les précipitations irrégulières détruisent les moyens de subsistance de nombreux

agriculteurs et agricultrices.³⁷

Les provinces de Cunene, Huíla et Namibe sont particulièrement touchées : les champs restent en friche et le bétail meurt. Selon l'ONU, près de 2,6 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire, dont la moitié sont des enfants.³⁸ Parallèlement, le choléra se propage rapidement.

Le poids invisible porté par les femmes

Chaque jour, de nombreuses femmes et filles doivent parcourir des kilomètres, souvent seules, pour aller chercher de l'eau. Les femmes enceintes et allaitantes sont particulièrement affectées par la malnutrition et le manque de soins médicaux. Beaucoup de filles manquent l'école, voire l'abandonnent, pour aider leurs familles à subvenir à leurs besoins, compromettant durablement leur avenir.³⁹

Faim et crise des réfugiés

BURUNDI

/08

Population : 14,4 millions
Personnes en situation d'urgence humanitaire : 600 400
Personnes en situation d'insécurité alimentaire : 1,2 million
PIB : 7,03 Mds \$
IDH : 187^e rang sur 193 pays

En dix ans de publication de ce rapport, le Burundi est apparu neuf fois parmi les crises humanitaires les plus ignorées par les médias. Ce pays d'Afrique de l'Est est devenu le symbole d'une crise que le monde regarde à peine. Enclavé, le Burundi est confronté à des phénomènes météorologiques extrêmes, à des tensions politiques et à d'importants mouvements de réfugié·es. Des personnes fuyant des violences persistantes trouvent refuge au Burundi, en particulier depuis la République démocratique du Congo voisine : en octobre

2025, plus de 110 000 réfugié·es et demandeurs et demandeuses d'asile provenaient de ce pays.⁴⁰ Or une vie quotidienne douloureuse les attend aussi au Burundi. « Nous ne pouvons pas nous permettre deux repas par jour », explique Enock, qui vit avec sa famille dans un camp de réfugié·es au sud-ouest du Burundi. Au total, plus de 1,2 million de personnes dans le pays sont touchées par l'insécurité alimentaire.⁴¹

Santé reproductive : clé de l'indépendance

Pour les femmes et les filles, cette situation déjà précaire est encore aggravée par de nombreuses violences et inégalités : violence conjugale, mariages précoces, grossesses adolescentes, accès insuffisant aux contraceptifs⁴² et charge quasi exclusive des tâches domestiques.⁴³ Autant de facteurs qui mettent en péril leur sécurité

physique et économique. « À cause de mes grossesses rapprochées, j'étais souvent malade. Je ne pouvais ni travailler ni m'occuper correctement de mes enfants », déclare Chantal, participante à un projet de santé sexuelle et reproductive financé par CARE.⁴⁴ Au Burundi, le taux de fécondité est de 4,7 enfants par femme⁴⁵ et lorsque les grossesses sont trop rapprochées, le risque de complications augmente.

« La santé reproductive joue un rôle clé dans notre indépendance économique », souligne Evelyne, membre d'un groupe d'épargne. « J'ai trois enfants, nés à cinq ans d'intervalle grâce à la planification familiale et aux conseils des organisations partenaires de l'ONG CARE : ABUBEF, SaCoDe et Yezu Mwiza. Cet espacement m'a permis de travailler, d'épargner et de construire mes propres revenus. »⁴⁶

Au Burundi, les femmes sont désavantagées dans de nombreux domaines de la vie quotidienne.

1,2 millions de personnes touchées par l'insécurité alimentaire.



Les femmes au cœur du renforcement des communautés

Les femmes sont également désavantagées dans d'autres domaines, notamment en matière de droit des successions, d'accès au crédit et d'agriculture⁴⁷, bien que ce soit la principale source de revenus pour 85 % de la population.⁴⁸ Dans ce contexte, le rôle des organisations locales dirigées par des femmes est essentiel pour identifier les besoins et favoriser un changement durable. «En travaillant avec ces organisations, nous renforçons les communautés locales et la cohésion sociale afin qu'elles puissent accéder à des revenus et à des opportunités économiques quand cela est possible», déclare Josée Ntabahungu, directrice nationale de CARE Burundi.⁴⁹

«En travaillant avec des organisations de femmes locales, nous renforçons les communautés locales et la cohésion sociale.»

Josée Ntabahungu, directrice pays CARE Burundi



Ce que l'ONG CARE fait

CARE travaille au Burundi depuis 1994 et, avec des organisations partenaires locales, s'engage à garantir que les femmes et les filles bénéficient de protection et de soutien, et puissent façonner leur avenir de manière autodéterminée. Ces projets visent à renforcer l'égalité des genres, l'autonomisation économique des femmes, la prévention des violences basées sur le genre, ainsi que la santé sexuelle et reproductive.



Le Burundi est régulièrement confronté à des phénomènes météorologiques extrêmes tels que des inondations.

Ephraige et sa famille ont souffert de la sécheresse et ont reçu des bons de nourriture.



« Nous devons nous maintenir à flot grâce à des petits boulot. »

Alice, agricultrice

Alice a également bénéficié du soutien de CARE et de son partenaire local Nutrition Action Zimbabwe.

2,7 millions de personnes en zone rurale toujours menacées d'insécurité alimentaire



Quand la sécheresse mène à la faim

ZIMBABWE

Population : 17 millions

Personnes en situation d'urgence humanitaire : 7,6 millions.

PIB : 53,31 Mds \$

IDH : 153^e rang sur 193 pays.

« Nous n'avons pu récolter que deux seaux de sorgho. Ce n'était pas suffisant. Nous survivons grâce à des petits emplois occasionnels. C'est le seul moyen d'obtenir un peu d'argent ou de nourriture », raconte Alice, agricultrice. Pour sa famille, cela permet à peine de survivre. Des milliers d'agriculteurs et agricultrices zimbabwéen·nes vivent la même situation qu'Alice. Lors de la saison agricole 2023/2024, le pays a subi une grave sécheresse causée par le phénomène climatique extrême El Niño, entraînant de lourdes pertes de récoltes et une pénurie d'eau.⁵⁰

Quand la pluie se fait attendre

La hausse des températures et l'irrégularité des pluies ont profondément modifié le climat :

les sécheresses surviennent désormais tous les deux ou trois ans, contre une fois par décennie auparavant. Résultat, 2,7 millions de personnes vivant en zones rurales sont régulièrement menacées par la faim.⁵¹ Les enfants sont particulièrement touchés : selon le Programme alimentaire mondial (PAM), près d'un quart des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition.⁵² En ville aussi, la pénurie d'approvisionnement et la hausse des prix frappent durement : 28 % de la population y vit en situation d'insécurité alimentaire.⁵³

À cause de la sécheresse provoquée par El Niño, Ephraigie, constructeur de puits de profession, ne pouvait plus nourrir sa famille. Il a vendu certains de ses meilleurs vêtements afin de pouvoir acheter des denrées alimentaires de base pour sa famille de sept personnes. ECHO (Aide humanitaire et protection civile de l'Union européenne) a fourni à sa famille des bons alimentaires afin de couvrir ses besoins alimentaires immédiats et de prévenir la malnutrition. Dans le cadre de

/09

ce programme d'aide, mené en collaboration avec Nutrition Action Zimbabwe (NAZ) et Padare, plus de 24 000 personnes au Zimbabwe ont reçu une aide alimentaire sous forme de bons.

Les femmes en première ligne

Au Zimbabwe, les femmes demeurent sous-représentées sur le marché du travail formel, tout en assumant l'essentiel du travail non rémunéré – soins, tâches domestiques, production agricole. Elles sont plus exposées à la pauvreté et subissent plus fortement les effets de la crise climatique.^{54 55} L'accès à l'aide leur est également plus difficile.⁵⁶

Plus de 24 000 personnes vivant dans des régions reculées du Zimbabwe ont reçu une aide alimentaire.



Ce que l'ONG CARE fait

L'ONG CARE est active au Zimbabwe depuis 1992. L'autonomisation des femmes et des filles, la réduction des inégalités et de la pauvreté ainsi que la sécurité alimentaire, la résilience et l'aide d'urgence sont au cœur du travail. Il est également essentiel d'améliorer l'accès à l'eau et les infrastructures hydrauliques.⁵⁷ Au Zimbabwe, l'ONG CARE travaille avec des partenaires locaux comme Nutrition Action Zimbabwe (NAZ)⁵⁸.

Sur le terrain

ZIMBABWE « Cette aide alimentaire a sauvé nos vies »

Deux petits repas par jour. C'est tout ce que Alice Mukunga, 35 ans, pouvait offrir à sa famille. Au Zimbabwe, la « période de vaches maigres » s'étend d'octobre à mars : les réserves s'épuisent, la faim s'installe. « Nous essayons de manger le matin et le soir. Tout ce que nous pouvions trouver après le travail », raconte-t-elle.

La sécheresse de 2023/2024, causée par le phénomène climatique El Niño, a durement touché des régions déjà arides comme Mutare Rural, dans l'est du Zimbabwe, où vit Alice, agricultrice, avec sa famille. Dans son jardin, il ne restait presque plus rien à vendre. L'eau était rare, la terre desséchée. La famille a dû vendre ses dix poules. Alice et son mari travaillaient dans les champs d'autres personnes, tandis que les leurs restaient en jachère. Souvent, Alice et son mari n'ont pas les moyens de payer les frais de scolarité de leurs trois enfants.

Huile, farine de maïs et haricots

Grâce à un financement de l'Union européenne et en partenariat avec Nutrition Action Zimbabwe (NAZ) et Padare, l'ONG CARE soutient des familles comme



Grâce à des formations, l'ONG CARE renforce également la capacité de résistance à long terme des personnes.

celle d'Alice. Pendant quatre mois, la famille a reçu des bons alimentaires pour des produits de base tels que l'huile, la farine de maïs et les haricots. L'ONG CARE renforce également leur résilience en leur apprenant comment prévenir la malnutrition et à cultiver des plantes capables de pousser malgré des conditions climatiques extrêmes.

« Cette aide alimentaire a sauvé nos vies », affirme Alice. « Sans elle, il aurait été presque impossible de trouver de quoi manger. Maintenant, nous prions pour que la pluie tombe. Quand il pleut, nous pouvons vendre quelques légumes et acheter des aliments nutritifs. » La famille continue parfois de travailler dans des champs qui ne sont pas les siens, mais la pression s'est un peu relâchée. « Nous pouvons enfin respirer. Nous espérons que notre prochaine récolte sera mûre au moment où l'aide prendra fin, pour que nous puissions vivre de notre propre travail. »



REGARDS D'EXPERTS

© Reuters



Ammu Kannampilly
Directrice du bureau de Reuters
pour l'Afrique de l'Est

Je pense que le travail des médias, particulièrement celui des agences de presse mondiales, n'a jamais été aussi essentiel. Chez Reuters, nous privilégions la présence sur le terrain et comptons pour cela sur un vaste réseau de journalistes, en Afrique comme ailleurs, aussi bien pour couvrir l'actualité en temps réel que pour

« Le journalisme rend le monde plus petit et plus familier tout en élargissant notre perspective. »

mener des enquêtes de longue durée, qui restent axées sur une histoire ou une crise bien après que les chaînes d'actualités en continu sont passées à autre chose. Toutes les agences de presse n'en ont pas les moyens, mais j'ai bon espoir que de plus en plus de gens prennent conscience de l'importance d'un journalisme juste et précis et le soutiennent en s'abonnant à la fois à des médias internationaux et locaux.

Je pense que les menaces qui pèsent sur les journalistes et la difficulté d'accès de certains lieux sont les plus grands obstacles auxquels nous sommes confrontés actuellement. Assurer la sécurité des journalistes,

salarié·es comme pigistes, et celle de nos sources est d'une importance cruciale; concilier cette priorité avec l'impératif de couvrir les crises dans des contextes dangereux demande un travail de tous les instants.

Pour ma part, j'essaie toujours de trouver un équilibre entre la vision d'ensemble de la situation, avec les données qui reflètent l'ampleur de la crise, et une approche concentrée sur une histoire humaine individuelle, afin de rapprocher le lecteur et la lectrice ou le public des personnes impliquées et de créer un lien affectif avec elles. Le meilleur journalisme rend le monde plus petit et plus intime, tout en élargissant notre point de vue.

Les crises humanitaires sont devenues presque banales en Afrique. Si quelques pays comme le Soudan, la Somalie et la République démocratique du Congo font parfois la Une des journaux, rares sont en réalité les pays d'Afrique subsaharienne qui ont été épargnés.

Les crises ne se limitent pas aux pays en guerre ou en conflit. Partout, les populations peuvent être touchées par la faim, la sécheresse, les inondations ou les épidémies, et les conséquences deviennent catastrophiques lorsque plusieurs urgences se cumulent dans un même pays. Les journalistes, dont je fais partie, ont couvert d'innombrables histoires tragiques : des mères fuyant les violences à pied, leurs bébés affamés sur le dos, des hommes exécutés, des femmes violées. Souvent, la possibilité d'accéder au terrain détermine si une crise humanitaire sera couverte. La sécurité est primordiale. La présence physique des journalistes n'est pas toujours indispensable, mais ils doivent avoir accès à des informations crédibles.

« Les crises ne se limitent pas aux pays en guerre ou en conflit. »

Au Soudan, où la majorité des journalistes ont fui les persécutions, la couverture de l'actualité se poursuit grâce à une étroite collaboration entre organisations humanitaires, défenseurs et défenderesse des droits humains et médias. Dans d'autres zones de crise, les autorités répriment violemment les journalistes et militant·es, même en temps de paix. Les médias locaux ont alors trop peur de présenter les événements comme des crises humanitaires, voire en sont empêchés.

Heureusement, les nouvelles technologies facilitent aujourd'hui la transmission d'images et d'informations fiables. Il est désormais possible d'interviewer des réfugié·es,

© Privat



Aggrey Mutambo
rédacteur Afrique
de The EastAfrican

des travailleurs et travailleuses humanitaires voire des protagonistes de conflits à distance, anonymement si nécessaire, afin d'apporter un éclairage essentiel et de dresser, même de loin, un tableau précis de la situation. Parler des crises humanitaires est un service public. En tant que journaliste, il est de notre devoir de donner un visage humain à ces reportages.

Dans le village de Beabea, le désert de sable s'étend et menace les moyens de subsistance des habitants. Pour stabiliser les dunes, ils cultivent par exemple le sisal, une plante à fibres.



Phénomènes météorologiques extrêmes et troubles sociaux

MADAGASCAR

/10

Population : 32,7 millions

Personnes en situation d'urgence humanitaire : 4,7 millions.

PIB : 19,38 Mds \$

IDH : 183^e rang sur 193 pays.

« Ces dernières années, mes récoltes d'aubergines et de piments ont chuté drastiquement. Les plantes se dessèchent, pourrissent ou sont dévorées par des insectes », raconte Mama, agricultrice à Madagascar.⁵⁹ Comme beaucoup de petites productrices, elle est en première ligne face aux effets du changement climatique. Sa récolte est sa seule source de revenus. « Je ne pouvais plus payer la scolarité de mes enfants. », continue-t-elle. Le changement climatique frappe particulièrement durement ce pays insulaire de l'océan Indien, au large de la côte sud-est de l'Afrique.



« Depuis que j'ai rejoint le groupe d'épargne, ma vie s'est améliorée. »

Georlina, présidente d'un petit groupe d'épargne

Sécheresses, inondations, cyclones

Au premier semestre 2025, Madagascar a subi une succession de catastrophes climatiques majeures : sécheresses, inondations et cyclones. Les cyclones Honde et Jude ont frappé à seulement deux semaines d'intervalle.⁶⁰ Les vents violents et les inondations ont endommagé des écoles et centres de santé, détruit des terres agricoles et conduit à une pénurie d'eau potable.⁶¹ Entre fin décembre 2024 et mars 2025, plus de 200 000 personnes ont été touchées dans le sud du pays, et plus de 46 000 ont été déplacées.⁶² Les femmes et les filles sont particulièrement exposées à un risque accru de violences basées sur le genre, en raison des déplacements et de la destruction des habitations. Or, l'année 2025 n'a été marquée que par la crise climatique. Récemment, Madagascar a fait la Une des journaux en raison de fortes tensions politiques. En septembre, des manifestations ont éclaté dans la capitale Antananarivo et dans d'autres villes. Peu de temps

après, l'armée a pris le pouvoir.⁶³ Ces troubles sont survenus dans un contexte humanitaire déjà extrêmement fragile : 4,7 millions de personnes – dont 2,3 millions d'enfants – avaient besoin d'aide humanitaire en 2025 en raison de l'insécurité alimentaire, des épidémies et des catastrophes climatiques.⁶⁴

Les femmes créent des moyens de subsistance durables

L'ONG CARE soutient l'indépendance économique des femmes à Madagascar – notamment à travers des groupes d'épargne communautaires.

« Depuis que j'ai rejoint le groupe d'épargne, ma vie a complètement changé », explique Georlina, mère de trois enfants et présidente d'un groupe d'épargne dans un village près de Mahajanga, dans le nord-ouest du pays. « Grâce à ce groupe, j'ai pu augmenter progressivement mes revenus. Je prépare actuellement un plan d'affaires pour élever des canards de Barbarie afin de devenir financièrement indépendante. » En tant que responsable du

groupe, Georlina a participé à des programmes d'échange régionaux et à des formations pour les femmes leaders. Elle fait également partie d'une équipe locale de secours, qui soutient les communautés locales à se préparer aux catastrophes naturelles et à en limiter les effets.



Ce que l'ONG CARE fait :

L'ONG CARE est active à Madagascar depuis 1992.⁶⁵ En partenariat avec des organisations locales telles que SAF/FJKM ou Action Intercoopération Madagascar, CARE accompagne les populations dans leur adaptation au changement climatique et à l'amélioration de leur sécurité alimentaire. L'ONG CARE fournit également une aide d'urgence aux communautés après les catastrophes, soutient la reconstruction des habitations et infrastructures vitales et ainsi que la reprise des activités agricoles.⁶⁶



4 cyclones ont eu lieu au cours du premier semestre de l'année



Le changement climatique touche particulièrement durement Madagascar. On peut voir ici les conséquences dévastatrices des phénomènes météorologiques extrêmes : en haut, des documents officiels détruits, en bas, des glissements de terrain massifs et des maisons menacées.

Notes

4 Qu'est-ce qu'une crise oubliée ?

1. Commission Européenne ; https://civil-protection-humanitarian-aid.ec.europa.eu/what/humanitarian-aid/needs-assessment/forgotten-crises_fr#:~:text=L%C3%A9valuation%20des%20crises%20oubli%C3%A9es,via%20l'Europe%20Media%20Monitor

10 République centrafricaine

2. PNUD 2025 Indice mondial multidimensionnel de la pauvreté (p. 7) : <https://hdr.undp.org/content/2025-global-multidimensional-poverty-index-mpi#/indicies/MPI>
3. HCR (situation au 30 septembre 2025, publiée le 3 novembre 2025) : <https://data.unhcr.org/en/documents/details/119442>
4. HCR (situation au 31 août 2025) : <https://data.unhcr.org/en/situations/car>
5. HCR (situation au 31 octobre 2025) : <https://data.unhcr.org/en/situations/car>
6. HCR (situation au 30 septembre 2025, publiée le 3 novembre 2025) : <https://data.unhcr.org/en/documents/details/119442>
7. Aperçu humanitaire 2025 : <https://humanitarianaction.info/plan/1256>
8. OCHA (situation au 30 septembre 2025, publiée le 24 octobre 2025) : <https://reliefweb.int/report/central-african-republic/central-african-republic-overview-incidents-affecting-humanitarian-workers-january-september-2025>

10 Namibie

9. <https://reliefweb.int/report/namibia/namibia-update-impact-drought>
10. Ibid., p1.
11. Ibid., p.4
12. <https://www.wfp.org/countries/namibia>;
13. https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC_Namibia_Acute_Food_Insecurity_Jul2025_Jun2026_Report.pdf
14. Mortality and cause of death in Namibia 2018-2021, p.4(§2) ; <https://nsa.org.na/wp-content/uploads/2025/01/Report-on-Mortality-and-Causes-of-Deaths-in-Namibia-2018-2021.pdf>
15. The Namibian Rural Women's Assembly ; <https://www.unocha.org/news/sudan-namibia-women-lead-grassroots-change-across-africa>
- <https://communityconservationnamibia.com/community-conservation-governance/specialist-articles/the-namibian-rural-womens-assembly/>

Des enfants s'occupent de leurs tâches quotidiennes dans la zone inondée de Gatumba au Burundi.



12 Zambie

16. Victoria falls guide ; https://www.victoriafalls-guide.net/largest-waterfall.html#:~:text=Table_title%20Size%20and%20flow%20rate%20chart%20of,ft/s%20%7C%20Victoria%20Falls%20444%20965%207C
17. Spielgel Science ; <https://www.spiegel.de/wissenschaft/natur/sambia-fluss-im-kupferquertel-stirbt-ueber-nacht-wegen-saeureabfalls-aus-chinesischer-mine-a-1599dba0-4f26-4bc8-ad7d-67d1b5e1d661>
18. Relief Web ; <https://reliefweb.int/report/zambia/zambia-ipc-acute-food-insecurity-analysis-april-2025-march-2026-published-17-october-2025>

16 Malawi

19. Care : <https://www.care.de/schwerpunkte/einsatzorte/afrika/malawi/>

18 Honduras

20. Podcast "She leads" avec Teresa sur care.org ; <https://open.spotify.com/episode/6fpQJvQba28HzjNlxFeJq?si=335828a2f00d4c52&nd=1&dsi=8fd1da4091c74d06>
21. CARE Honduras : Post Facebook le 5 Oct ; <https://www.facebook.com/CareHonduras/>
22. CARE Honduras ; <https://care.org.hn/>
23. Ibid.
24. Ibid.
25. Ibid.
26. Ibid.

21 Corée du Nord

27. <https://www.acaps.org/en/countries/dprk#>, <https://www.wfp.org/countries/democratic-peoples-republic-korea>
28. <https://www.wfp.org/countries/democratic-peoples-republic-korea>
29. Ibid.
30. Ibid.
31. USDA ; <https://ipad.fas.usda.gov/highlights/2025/09/NorthKorea/index.pdf>
32. Ibid.
33. Ibid.

21 Angola

34. Base de données des linguistes ;
<https://sprachmittlerdatenbank.org/index.php?id=87>
35. Angola : Le commerce d'animaux sauvages menace la biodiversité et la santé | Senckenberg Gesellschaft für Naturforschung (Senckenberg société pour la recherche de nature)
36. <https://www.gtai.de/de/trade/angola/branchen/branchenentwicklung-in-angola-1010052#>
37. WFP Angola Country Brief Septembre 2025 - Angola | ReliefWeb
38. Rapport de UNICEF Angola sur la situation humanitaire N°. 13 (Choléra) pour 02 Novembre 2025 - Angola | ReliefWeb
39. Unicef ; <https://www.unicef.org/media/174926/file/Angola-Humanitarian-SitRep-02-October-2025.pdf>,
<https://www.unicef.org/stories/where-drinking-water-90-minute-walk-away>

22 Burundi

40. UNHCR ; <https://data.unhcr.org/en/country/bdi>
41. UNOCHA ; <https://www.unocha.org/burundi>
42. Fiche d'information sur le pays | Centre de données d'ONU Femmes et Plan d'affaires 2022-2026 Burundi/Contexte (Annexe)
<https://data.unwomen.org/country/burundi>
43. Rapport Statut du travail de soins non rémunérés chez les femmes et les hommes au Burundi, étude de référence Quantitative Report, p.1 (Annexe) <https://idl-bnc-idrc.dspacedirect.org/server/api/core/bitstreams/ee428ea5-a058-4f6d-8a1f-529ff466f56c/content>
44. Poste Facebook CARE Burundi du 19 mars
https://www.facebook.com/careintbdi/posts/pfbid0TWh9QEJHXzzymbeA9WAZV93Gvd7DBvFDcNW6eMbzC9U4FzY3RBkiwi1rodpNQ2udl?locale=de_DE
45. [\(en 2023\),
<https://statbase.org/data/bdi-fertility-rate/> \(en date de 2025\).](https://www.destatis.de/DE/Themen/Laender-Regionen/Internationales/Staat/Afrika/Bl.html)
46. Poste Facebook CARE Burundi du 19 mars
https://www.facebook.com/careintbdi/posts/pfbid0TWh9QEJHXzzymbeA9WAZV93Gvd7DBvFDcNW6eMbzC9U4FzY3RBkiwi1rodpNQ2udl?locale=de_DE
47. Rapport Statut du travail de soins non rémunérés chez les femmes et les hommes au Burundi, étude de référence Quantitative Report, p.7 (Annexe) <https://idl-bnc-idrc.dspacedirect.org/server/api/core/bitstreams/ee428ea5-a058-4f6d-8a1f-529ff466f56c/content>

48. https://www.worldbank.org/en/country/burundi/overview?utm_source=chatgpt.com
49. CARE Burundi, Facebook, publication du 22 septembre https://www.facebook.com/JimbereMagazine/posts/pfbid0bjWCj5UJoBEotKq9MHrhHiwgU1b3P8Ugig8nwZYjfz9Rd7sQ4Jsc9XUbV9vQQJZl?locale=de_DE

24 Zimbabwe

50. <https://humanitarianaction.info/document/global-humanitarian-overview-2025/article/zimbabwe>
51. Reliefweb ; <https://reliefweb.int/report/zimbabwe/life-feels-more-stable-zimbabwe-red-cross-helps-farming-communities-cope-prolonged-drought-ifrc>
52. Reliefweb ; <https://reliefweb.int/report/zimbabwe/wfp-zimbabwe-country-brief-september-2025>
53. Ibid.
54. Genre, protection et inclusion dans l'action anticipative - Analyse de l'Afrique australe <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000168807/download/?ga=2.138974003.1237143936.1763390450-32636380.1763390448> / S.17
55. Ibid., p.13
56. Ibid., p.22
57. Site web du Zimbabwe : <https://www.carezimbabwe.org/who-we-are/>
58. Site web de NAZ : <https://naz.co.zw/>

28 Madagascar

59. CARE France ; <https://www.carefrance.org/actualites/tour-du-monde-ces-astuces-utilisees-par-les-agricultrices-face-au-changement-climatique/>
60. UNICEF ; <https://reliefweb.int/report/madagascar/madagascar-country-office-humanitarian-situation-report-1-reporting-period-1-january-30-june-2025>
61. Ibid., p.2
62. Ibid.
63. UNICEF ; <https://reliefweb.int/report/madagascar/unicef-social-unrest-madagascar-flash-update-1-october-16-2025>
64. Ibid.
65. CARE ; <https://www.carefrance.org/pays/aide-humanitaire-madagascar/>
66. Ibid.



À Nsanje, dans le sud du Malawi, des enfants jouent dans le lit d'une rivière asséchée. Pendant la saison des pluies, le fleuve déborde. La digue du village a été détruite par des cyclones et n'offre plus de protection aux habitants.



80 ANS
 care®

À propos de l'ONG CARE

L'ONG CARE a été fondée en 1945 pour lutter contre la pauvreté et la faim en Europe. Aujourd'hui, 80 ans plus tard, l'ONG CARE s'engage à surmonter les difficultés, la pauvreté et l'exclusion dans plus de 120 pays avec majoritairement des employé·es locaux et locales. L'égalité et la participation des filles et des femmes sont une préoccupation centrale pour nous. L'ONG CARE bénéficie d'un statut consultatif auprès des Nations Unies et aide indépendamment des opinions politiques, des croyances religieuses ou de l'origine ethnique.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur carefrance.org

Mentions légales

Édition de texte : Daniel Al-Ayoubi, Kerstin Bandsom, Sarah Easter, Corinna Henrich, Lukas Kamleithner, Katharina Katzer, Katharina Kohl, Larissa Lindner, Denise Schneider, Alexandra Zawadil, Stephanie Weber, Laurence Bondard

Gestion de projet : Corinna Henrich, Katharina Katzer, Sonja Tomandl

Photos : CARE

Les participants au projet ne sont mentionnés que par leur prénom pour leur protection.

Pages 11, 20, et 27 : « Les propos exprimés dans les « Regards d'experts » n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position de l'ONG CARE.

Conception et agencement : www.gruenberg.at

Mise en page : Cécile Chatelin

